

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Terre-et-hommes-libres-Appel-a-la-solidarite-internationale-Pour-l-application-de-la-nouvelle-Loi-des-Terres-au-Venezuela>

**"Terre et hommes libres"  
Appel à la solidarité  
internationale Pour  
l'application de la nouvelle Loi  
des Terres au Venezuela**

Date de mise en ligne : samedi 4 janvier 2003

- Les Cousins - Venezuela -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Pour l'arrêt immédiat de la répression  
contre les paysans par les gouverneurs de l'opposition.**

Le 12 juillet 2002, sur ordre du gouverneur de l'Etat de Yaracuy Eduardo Lapi Garcia, la brigade de choc des pantaneros attaquait violemment quelques 850 paysans occupant en toute légalité, et pacifiquement, 665 hectares de terres, et les repoussait par des tirs de tout calibre jusqu'à la communauté Camunare Rojo, municipalité d'Urachiche.

Les centaines de paysans, réunis au sein du Comité pour la Récupération des Terres de San Juan Guayebo occupaient ces terres avec l'intention d'exercer un droit légitime consacré par la Constitution bolivarienne du Venezuela, et qui affirme dans son article 307 que tout régime latifondiste est contraire aux droits sociaux des peuples, droit confirmé par le décret-Loi des Terres et de Développement agricole adopté par le gouvernement national et l'Assemblée Nationale.

Le droit, le gouverneur Lapi n'en a que faire puisque, tel un seigneur féodal, il a chargé ses pantaneros de déloger violemment les paysans. "Ils ont brûlé les bras d'une paysanne, l'ont piétinée en la menaçant de la violer". Lors de l'agression, les "pantaneros" ont fait usage de gaz lacrymogènes et de balles réelles, frappant, torturant et blessant plusieurs paysans. Bilan : plus de 20 blessés, 8 hospitalisés et 8 détenus. Il est aussi fait état de la disparition de trois personnes. Munies d'une liste de dirigeants populaires, les forces de sécurité ratissent en ce moment la zone, arrêtant et torturant des paysans.

A la demande du Comité pour la Récupération des Terres de San Juan Guayebo, le bureau régional de l'Institut National des Terres (INTI) - le nouvel institut vénézuélien chargé de la réforme agricole - avait enquêté sur les 665 hectares en question concluant à leur état de friche. L'INTI démontrait également, comme l'affirmaient les paysans, que ces terres sont propriété de l'Etat et que la raffinerie sucrière Matilde les occupe illégalement. En fait, l'entreprise en question n'a jamais acheté ces terres mais les a accaparées illégalement avec la complicité des politiqueros de l'ancien régime, dont le gouverneur Lapi est un survivant.

L'Institut National des Terres a donc octroyé aux paysans le droit d'occuper la terre préventivement durant dix mois et d'y développer des cultures temporaires (maïs, céréales, ...). La Première Cour des contentieux administratifs du Tribunal Suprême de Justice a confirmé cette décision le 13 juin dernier. Au bout de cette période, le sort définitif des terres sera tranché, l'entreprise sucrière ayant le droit, selon les dispositions de la loi, de contester la décision.

Forts de leur droit, les paysans ont occupé la terre dès le 4 mai 2002 et ont commencé à la semer. Le 7 mai, par la voix de son président, l'organisation patronale FEDECAMARAS, instigatrice du coup d'Etat avorté du 11 avril, dénonçait l'action paysanne et appelait à réviser en profondeur la Loi des Terres, "menace pour la propriété privée". Le 24 mai, les paysans sont délogés des terres suite à une décision d'un tribunal local non compétent dans cette affaire. La Première Cour des contentieux administratifs du Tribunal Suprême de Justice réaffirme le 1er juillet le droit des paysans à occuper la terre. La reprise des terres par les paysans provoque la répression féroce des pantaneros le 12 juillet dernier.

"A Urachiche, nous menons une lutte qui dure maintenant depuis de nombreuses années et aujourd'hui, nous sommes à nouveau frappés par la répression bestiale et démesurée d'un gouverneur qui est l'incarnation vivante du capitalisme répressif, par son refus de toute justice. (...) Nous menons ici un projet de changement, nous disons au monde qu'on viole ici-même nos droits humains, individuels, collectifs d'une manière sauvage. Nous lançons cet appel depuis la terre que nous occupons pour y produire l'alimentation de notre peuple" .

Alors qu'ils mènent un combat pacifique et absolument légal, comme ils l'ont réaffirmé en marchant dans les rues de Chivacoa le 25 juillet dernier, les paysans sont victimes d'une campagne systématique de dénigrement et de criminalisation par une grande partie des organes de presse, des autorités locales et des organisations patronales et de propriétaires terriens. Leurs ennemis les accusent de violer le droit de propriété, de disposer "d'armes de guerre" et de former un groupe guérillero pour assassiner le gouverneur de l'Etat. *"Il semble que les personnes réunies dans la communauté de Camunare aient mis en place un plan de terreur dans lequel ils prévoient d'assassiner le mandataire régional"* (*El Yaracuyano*, 06.08.02) affirme Victor Perez Ceballos, allié du gouverneur, qui qualifie de mensonges les dénonciations des violations des droits de l'homme portées par les paysans et reprises par un reportage qu'ils ont réalisé avec la télévision communautaire Teletambores et diffusé par la chaîne publique nationale Venezolana de Televisión (*El Yaracuyano*, 23.08.02). Quant au gouverneur Lapi, c'est de "salauds" et d'"envahisseurs" qu'il qualifie les paysans (*El Yaracuyano*, 07.08.02).

Déterminés à résister et à réoccuper les terres qui leur reviennent de droit, alors que le gouvernement national hésite à faire appliquer la loi dans ces enclaves contrôlées par l'oligarchie vénézuélienne, les paysans ont besoin de votre soutien. Les menaces, les harcèlements, les perquisitions et les troyes se poursuivent dans l'impunité totale. Votre solidarité est d'autant plus importante qu'il s'agit d'une des premières applications concrètes de la réforme agraire au Venezuela, et c'est bien pourquoi les forces conservatrices veulent empêcher son extension par TOUS les moyens.

## **Ecrit & Signé par :**

Glenn Felix - [Zalea Tv](#) - Paris ;

Thierry Deronne - Teletambores - Maracay ;

Frédéric Lévêque - Bruxelles.

*Post-scriptum :*

© [COPYLEFT](#) RISBAL 2002